

Note de synthèse des principaux résultats de la recherche *Innoviris*
« The diversity of work in the creative and cultural industries –
Making it work for Brussels » (ULB/USL-B/VUB)
(Auteur : F. Rinschbergh)

Objectifs généraux et enjeux de la recherche

La recherche sur laquelle se base cette note comprend trois enquêtes conduites par trois chercheur.e.s en sociologie (François Rinschbergh, Eva Swyngedouw et Jef Vlegels) qui ont étudié le secteur culturel et créatif bruxellois selon trois angles de vue particuliers :

- Une étude quantitative, qui repose sur l'analyse de bases de données statistiques relatives au « secteur culturel et créatif » bruxellois (pour une définition de ce secteur : voir le point suivant).
- Une enquête qualitative par entretiens et observations, centrée sur les artistes de deux secteurs particuliers (arts vivants et architecture) et sur leurs conditions de travail.
- Une enquête qualitative par entretiens et observations, centrée sur les acteurs culturels et créatifs émergents des quartiers populaires de la ville et leurs rapports (ou non-rapport) aux infrastructures et dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics ou acteurs privés.

L'hypothèse avancée au début de notre recherche était que Bruxelles, malgré les importantes inégalités socio-économiques qui marquent son territoire, dispose de ressources culturelles importantes, entre autres dû au caractère cosmopolite, culturellement et socialement hétérogène de la ville, mais aussi parce que la créativité y est très présente. Cette créativité se manifeste bien sûr dans les lieux culturels classiques (musées, théâtres, centres culturels, etc.), mais elle prend aussi de nouvelles formes et se développe dans de nouveaux espaces culturels. Nous avançons néanmoins que cette créativité n'était pas toujours suffisamment soutenue par les politiques qui semblent avoir du mal à cerner la diversité du milieu culturel et créatif bruxellois (parfois marqué par une forte précarité) et par conséquent, ne parvenait pas toujours à répondre aux besoins et attentes diverses du terrain.

Dès lors, **l'objectif général de notre recherche collective a été d'aider à identifier les outils nécessaires qui permettront à ces projets d'être mieux soutenus et de se développer.**

L'économie créative et l'enjeu de la redéfinition de la culture

Depuis une vingtaine d'années, la référence aux « industries culturelles et créatives » (ICC) n'a fait que grandir dans les discours sur le développement des villes postindustrielles. Plusieurs définitions de ce secteur existent, mais une semble faire consensus : celle proposée en 2010 par le service des statistiques culturelles de la commission européenne et qui reprend une dizaine d'activités : **arts visuels, arts de la scène, patrimoine, bibliothèques, presse, audiovisuel, musique, architecture, publicité, mode et design.**

Une représentation graphique est aussi généralement adoptée : celle en cercles concentriques qui place en son centre les activités plus « purement » artistiques et dans

les « cercles 1 et 2 », les activités économiques dites « créatives » dans un sens plus large.

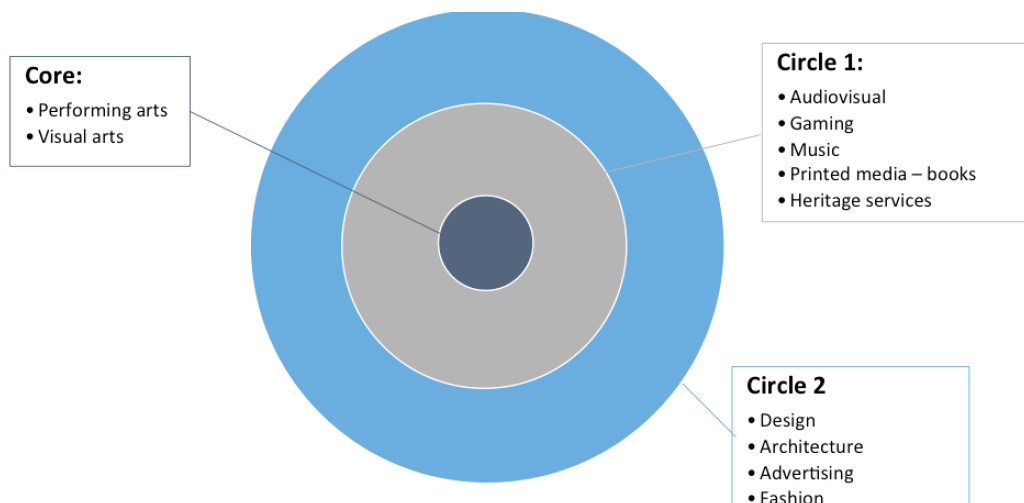


Figure 1 (auteur : J. Vlegels, 2017)

Il est intéressant de noter qu’avec cette nouvelle définition – surtout mise en avant par la Région de Bruxelles-Capitale –, on voit s’opérer un **recentrement sur des activités plus économiques (publicité, mode, édition) d’un côté, et sur la culture des Beaux-Arts (le milieu artiste des arts visuels et vivants) de l’autre.**

Par ailleurs, **cette définition du « secteur culturel et créatif ne fait plus aucune référence au secteur socioculturel** qui est pourtant fort présent et dynamique à Bruxelles. Les organisations non marchandes et publiques sont en effet peu visibles dans les statistiques culturelles sur les ICC parce qu’elles n’apparaissent pas dans les données collectées à des fins fiscales sur lesquelles s’appuient les études quantitatives.

Face à cette rupture avec l’originalité des politiques culturelles communautaires (flamandes/francophones) traditionnelles, **on peut ainsi se demander quels enjeux démocratiques devraient guider le développement des statistiques culturelles ?** Dans ce contexte, comment, par exemple, rester attentif à la question de la participation culturelle ? À l’enjeu de l’égalité d’accès à la culture ? Et à celui de la diversité culturelle et de sa reconnaissance ?

Parallèlement à la montée d’un discours nouveau sur la créativité, **on voit la logique de financement des institutions culturelles par les pouvoirs publics se transformer également** (sur le terrain des institutions culturelles subventionnées, s’exprime une crainte face à de nouveaux objectifs managériaux qui mettraient en péril l’autonomie de la culture jusqu’alors protégée des exigences de rentabilité).

Economie créative, diversité et conditions de travail des artistes

Si l’on constate un déplacement par rapport aux politiques culturelles qui « s’économisent », **une rupture s’observe également dans le champ de l’économie lui-même.** Le déplacement ne concerne donc pas que nos politiques culturelles. La définition du « secteur culturel et créatif » est toujours débattue et la nouvelle « économie culturelle » se cherche encore. De même pour ses travailleurs : s’ils sont parfois présentés comme étant la nouvelle « classe créative » qui pourrait tirer

l'économie bruxelloise vers le haut, ceux-ci rencontrent aussi des difficultés et ne sont pas épargnés par une certaine précarité.

En quelques chiffres, par rapport au reste de l'économie bruxelloise, le secteur culturel et créatif a une certaine importance étant donné qu'il représente **4,5% du total des emplois de la Région.**

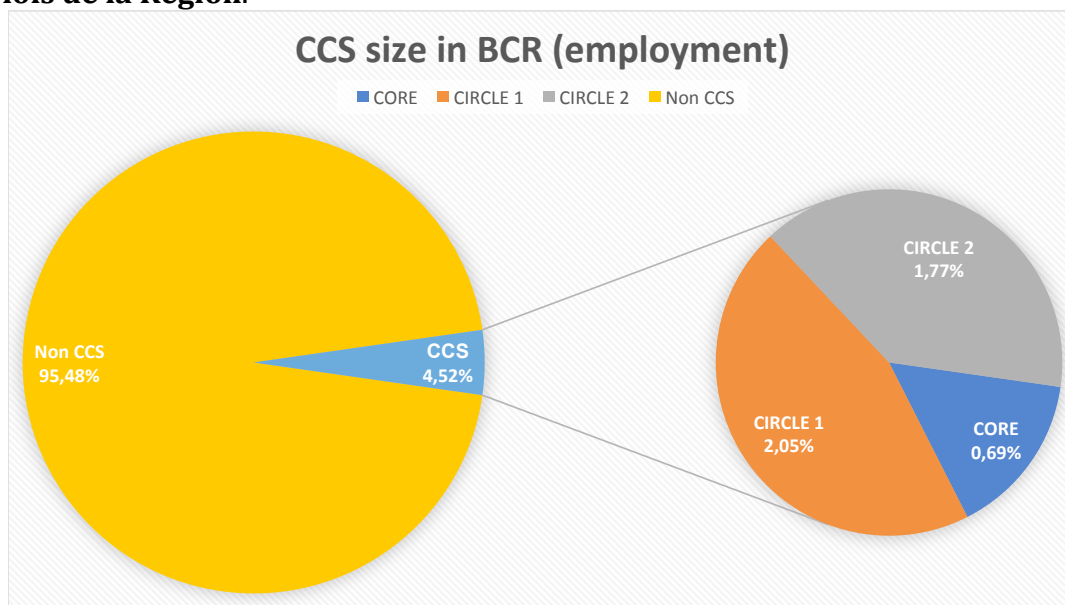


Figure 2 (auteur : J. Vlegels, 2017)

Néanmoins, en l'observant attentivement, on constate aussi que les activités qui pèsent réellement sur le plan économique sont surtout celles de la mode et de l'audiovisuel. La figure ci-dessous montre que certains sous-secteurs sont en fait assez marginaux sur le plan de l'emploi (la taille des rectangles ci-dessous correspond à l'ampleur du nombre d'emplois de chaque sous-secteur).

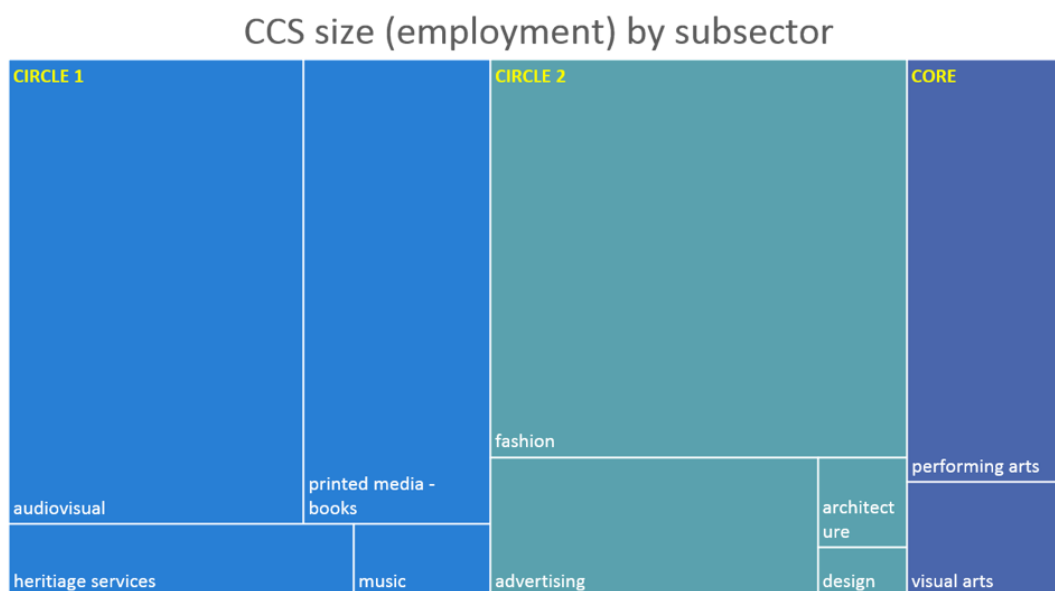


Figure 3 (auteur : J. Vlegels, 2017)

Entre 2008 et 2014, le nombre d'entreprises, le taux de turnover (indicateur du poids économique des entreprises), le taux de valeur ajoutée et le nombre d'emplois dans les « industries culturelles et créatives » (ICC) ont chacun diminué. Cependant, **cela ne signifie pas forcément une baisse de l'activité créative en tant que telle à**

Bruxelles. En effet, d'une part, le secteur culturel et créatif connaît un nombre d'**emplois à temps partiel** important par rapport au reste de l'économie bruxelloise (31% des travailleurs sont à temps partiel dans les ICC), ce qui nous permet de supposer que les travailleurs créatifs exercent aussi (potentiellement) une activité créative en dehors des ICC. D'autre part, parmi l'ensemble des travailleurs bruxellois, **7,9% ont en réalité une activité culturelle ou créative, mais seulement 2,7% travaillent dans les ICC.**

Il existe donc une large part de travailleurs culturels et créatifs qui travaillent en dehors du secteur des industries culturelles et créatives, et leur nombre augmente (c'est notamment le cas des travailleurs du numérique comme le sont les programmeurs qui effectuent un travail « créatif » dans bon nombre d'autres secteurs). Sachant cela, **comment les autorités publiques peuvent-elles soutenir ces acteurs créatifs « éparpillés » hors du strict domaine des ICC ?**

Enfin, relevons que malgré son apparente bonne santé économique, le secteur des ICC est aussi traversé par d'**importantes inégalités en termes de diversité ethnique, de genre et de classe face auxquelles les travailleurs essayent de trouver des solutions pour survivre et développer leurs projets.**

La « classe créative » des artistes professionnels, entrepreneurs et travailleurs des industries culturelles et créatives est aussi une classe de travailleurs précaires, en proie à une importante flexibilité dans son travail et une incertitude quant à son avenir économique. Le travail à **temps partiel** et les **bas revenus** y sont très courants, de même qu'une **faible diversité culturelle et de genre caractérise ce milieu professionnel.** Face à la norme de précarité, particulièrement forte pour les travailleurs des arts vivants rencontrés, les travailleurs élaborent **des stratégies de survies variées** (ils combinent plusieurs jobs, multiplient les sources de subventions, multiplient les résidences d'artistes, se forment à l'entrepreneuriat, au risque de voir leurs tâches se multiplier).

Du côté des acteurs culturels et créatifs « non professionnels » ayant eu des parcours atypiques, les difficultés sont aussi présentes, notamment en ce qui concerne la complexité institutionnelle du système des subventions publiques. La **débrouille** et la **sollicitation du privé** (crowdfunding, mécénat, sponsoring, etc.) sont donc souvent de mises. Dans ce sens, des réseaux alternatifs à celui des institutions publiques ou des structures culturelles « légitimes » se construisent également, rayonnant parfois même à l'international sans l'aide de subventions publiques belges.

Un renouveau de la démocratie culturelle à Bruxelles ?

Nous le mentionnions plus haut, le domaine des Beaux-Arts subsiste dans l'imaginaire des « industries culturelles et créatives » (malgré le manque de financement public ou la transformation de leurs conditions d'octroi). Le socioculturel en revanche disparaît dans cette conception de la créativité et avec lui, l'idée de « démocratie culturelle » s'efface aussi. Or, la « démocratie culturelle », plutôt que de travailler sur la manière de donner accès à « la » culture et de transmettre un patrimoine artistique (celui des Beaux-Arts), insiste de manière particulièrement intéressante sur **l'importance de permettre à chacun d'élaborer sa propre culture et ses propres formes d'expressions créatives.**

Au-delà de la disparition de la référence au « socioculturel » dans le cadre de « l'économie créative », la société civile bruxelloise elle-même fait pression sur **la manière dont est aujourd'hui pensée la politique de « démocratie culturelle »**. Face aux changements sociaux et culturels dans la population bruxelloise depuis les cinquante dernières années (vagues d'immigrations successives, désindustrialisation, montée du chômage dans les quartiers populaires et multiculturalisation de la population), les dispositifs de cette politique de démocratie culturelle et son imaginaire se trouvent questionnés par de nombreuses initiatives culturelles et créatives émergentes. Ainsi, celles-ci interrogent le **double mono-communautarisme institutionnel** francophone/ néerlandophone de Bruxelles et expriment plus particulièrement leurs critiques vis-à-vis du **manque d'accueil fait à la diversité culturelle** (du côté francophone plus particulièrement). Enfin, à travers leurs diverses formes d'expressions créatives (ateliers-théâtre, cinéma, musique...) elles font également naître un nouveau registre de contestation sociale qui **rompt largement avec le vocabulaire et les logiques d'action politique** de la « traditionnelle » démocratie culturelle (les expressions telles que « promotion socioculturelle des travailleurs » ou « handicap socioculturel » typique de l'animation socioculturelle font place à des références faites à l'*empowerment*, à l'expression identitaire ou encore, à la lutte contre l'islamophobie à Bruxelles, autant de nouveaux objets mobilisés aujourd'hui par divers collectifs et artistes bruxellois).

Face à ces transformations, **comment (re)réfléchir le contenu et l'objet d'une nouvelle politique de démocratie culturelle pour Bruxelles ?** Où est passé le discours politique de la société civile auparavant porté par les dispositifs de la démocratie culturelle ? Se pose aussi la question de la **tension entre « subversion et subvention »** et de la manière dont elle pourrait être repensée...

Territoires et infrastructures de la culture et de la créativité

Avec le coût important de l'immobilier à Bruxelles et la « crise des espaces de travail » en ville, l'on voit émerger des alternatives que sont les **espaces de créations partagés mis en place par des acteurs non culturels** : Hubs créatifs, espaces de coworking, livinglabs, fablabs, etc. Autant d'espaces qui répondent à une flexibilité croissante du travail créatif et qui correspondent à la demande des travailleurs *freelance* et auto-entrepreneur dont le nombre augmente constamment.

La Région bruxelloise a quant à elle mis en place des centres d'entreprises créatives présentés comme pouvant contribuer à faire baisser les taux de chômage élevés de certains quartiers. Dès lors, la question qui se pose est de savoir si ces centres parviennent à se faire connaître et se rendre accessible vis-à-vis d'une population locale et surtout, si les moyens de s'ancrer dans un territoire local leur sont donnés ?

Par ailleurs, dans le cadre d'une réflexion territoriale, le terme « infrastructure » pourrait, nous semble-t-il, se comprendre dans un sens large : il ne s'agirait pas réfléchir uniquement à une planification urbaine « classique », qui pense la ville en termes d'espaces physiques et de bâtiments, mais de **penser l'ensemble des outils et dispositifs pouvant soutenir le travail créatif et la circulation de ses productions**. Comment, dans ce sens, penser une politique d'aménagement d'infrastructures

immatérielles ? Comment soutenir un accès de tous aux technologies actuelles de l'information et de la communication par lesquelles passent les producteurs créatifs ?

Enfin, ce point appelle à évoquer le débat sur la **régionalisation de la culture** et son alternative potentielle : la **territorialisation de la culture sans régionalisation**. Certains plaident en effet pour la reconnaissance des spécificités culturelles présentes sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, mais redoutent une régionalisation qui présenterait le risque d'entériner une vision économique de la culture (l'emploi, le tourisme, l'attractivité étant les compétences principales de la Région). Consolider la compétence culturelle fraîchement acquise de la Région (pour construire le Musée d'art moderne et contemporain Kanal-Pompidou notamment) lui permettrait peut-être de prendre en compte les différentes facettes de la culture (économique, mais aussi sociale, politique, identitaire...) et ainsi, de lui rendre une certaine autonomie face aux impératifs économiques...

Enfin, si reconnecter la culture au territoire semble intéressant pour Bruxelles, ne faudrait-il pas également veiller à donner aux acteurs de terrain (opérateurs culturels, gestionnaires d'espaces créatifs...) les moyens de s'ancrer dans leurs territoires ? Dès lors, quels outils imaginer pour apporter un soutien dans cette démarche ?

Note de synthèse rédigée dans le cadre du projet *Innoviris* intitulé « *The diversity of work in the creative and cultural industries* » dirigé par Jean-Louis Genard (ULB), Judith le Maire (ULB), Christine Schaut (USL-B), Karel Vanhaesebrouck (ULB), Bas van Heur (VUB) et Walter Ysebaert (VUB) et parrainée par le Réseau des arts à Bruxelles/Brussels Kunstenoverleg (RAB/BKO) et Perspective.brussels. La part empirique de cette recherche a été menée par François Rinschbergh (ULB/USL-B), Eva Swyngedouw (VUB) et Jef Vlegels (VUB/UGent).

Décembre 2018.

